

# Appel à rassemblement de soutien

Dans le respect des règles sanitaires en vigueur  
Rassemblement déclaré en préfecture

## Premiers soutiens :

CGT Baomarc · CGT CHRU Nancy · CGT Dalkia Centre Est · CGT Dalkia Est · CGT FERC SUP · CGT INRS · CGT Kéolis Grand Nancy · CGT Neuhauser · CGT Remm · CNT-sest Lorraine · École Émancipée · Front Social 54 · FSU 54 · LDH Nancy · Lutte ouvrière · NPA 54 · #OccuponsNancy · SNESUP FSU · Solidaires 54 · Solidaires Finances Publiques 54 · SUD Education Limousin · SUD Education Lorraine · SUD Santé Sociaux 54 · SUD TAS Grand Est · UCL-Nancy · UL CGT Nancy

Signatures à envoyer à [assagi@riseup.net](mailto:assagi@riseup.net)



Depuis la loi Travail, la répression exercée sur les « quartiers » et les soutiens aux migrants s'étend au mouvement social. Cette extension d'une gestion policière et judiciaire des contestations sociales était et reste totalement inacceptable.

## Mai et juin 2020, suite à la mobilisation contre la réforme des retraites :

- 15 personnes auditionnées.
- 6 personnes en gardes à vue.
- Environ 50 personnes verbalisées, simplement pour avoir accompagné des militant.es convoqué.es à l'Hôtel de police.

**Une partie des personnes verbalisées a décidé de contester ces contraventions qui visent à entraver le droit de manifester**, droit qui a pourtant été confirmé par un arrêté du Conseil d'Etat le 13 juin 2020, mais que les autorités s'entêtent à nier :

- Le 18 mai : une dizaine de personnes sont convoquées au tribunal de police pour les suites de cette contestation.
- il y avait déjà eu une dizaine de convocations le 13 avril et d'autres suivront.

Ces camarades, soutenus par un collectif d'avocats, se mobilisent pour la défense de nos intérêts collectifs et pour la liberté de manifester.

**Apportons-leur notre soutien individuel et collectif, y compris financier !**

**Rendez-vous mardi 18 mai  
8h15 – Cité judiciaire – Nancy**

**Profitons de ce rassemblement pour échanger et commencer à remettre les choses à plat, toutes et tous ensemble !**

## En effet, les attaques continuent avec la crise sanitaire :

- les grandes entreprises engrangent des milliards d'aides publiques et de profits tandis que la pauvreté et les inégalités s'aggravent.
- La crise sanitaire paupérise les caisses sociales, les services publics non armés et la culture tandis que les activités les plus polluantes sont sous perfusions financières.
- la politique du gouvernement continue de dégrader la situation climatique.
- les personnels hospitaliers sont en tension extrême.
- le chômage et la précarité explosent : mais le gouvernement reprend l'offensive contre les chômeuses et chômeurs avec la réforme de l'assurance chômage !
- de menaces terroristes en contexte sanitaire, l'état d'urgence devient la norme. Certaines lois d'exception entrent dans le droit commun. Les libertés et la démocratie sont mises en danger, notamment par la Loi sécurité globale.

Il reste impossible de se réunir à plus de 6 personnes en dehors d'un événement déclaré en préfecture. Le gouvernement se préoccupe si peu des libertés fondamentales qu'il n'a même pas évoqué la levée des restrictions sur le droit de réunion dans le plan de sortie du confinement.

Nous proposons donc à celles et ceux qui le souhaitent de profiter du rassemblement du 18 mai à la Cité judiciaire pour participer à une

## Assemblée générale interpro interluttes

Le premier confinement a mis un coup d'arrêt à nos luttes.  
Reprenons la main sur nos vies !